



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 19 septembre 2018

NOTE INTERNE : réaction de la Confédération paysanne à l'appel des 100 : « Nous voulons des coquelicots ».

Mercredi dernier, 12 septembre, l'appel "Nous voulons des coquelicots" a été lancé. Cet appel **réclame l'interdiction de tous les pesticides chimiques de synthèse**. La campagne vise à mobiliser au moins " 5 millions de soutiens" afin d'obtenir cette interdiction. Il n'y a pas d'autres demandes que celles-ci qui apparaissent dans l'appel déjà signé par une centaine de personnalité de tous horizons ainsi que près d'une cinquantaine d'organisations. La Confédération paysanne, qui porte un projet de sortie des pesticides, n'a pas été contactée en amont du lancement de cette campagne, il y a donc urgence pour nous d'assortir cet appel de revendications fondamentales.

Vous trouverez ci-dessous quelques éléments et arguments en réaction à cette campagne :

Sortir des pesticides est une urgence environnementale et sanitaire, en particulier pour les paysan.ne.s eux mêmes. Les pesticides sont des poisons, les pesticides tuent les humains, les oiseaux, les insectes, les abeilles, les pesticides empoisonnent l'eau et la terre. La Conf est le seul syndicat agricole à vocation générale qui œuvre depuis longtemps pour la fin des pesticides dans toutes les fermes. Cet appel est bienvenu mais cette sortie des pesticides ne se fera que si les citoyen.ne.s, au delà de la simple signature d'un appel, s'engagent à nos côtés dans un combat politique pour insérer dans ce projet toutes les dimensions de l'agriculture : économique, écologique et sociale sur le plan national, européen, international. Or cet appel ne tient pas compte de la réalité agricole et des paysan.ne.s, pourtant premiers maillons de l'usage des pesticides:

- Produire sans pesticides c'est faire un choix à un moment donné, c'est bénéficier d'un appui ou d'un soutien, c'est rencontrer quelqu'un qui l'a fait, c'est reprendre une ferme sans pesticides, ou en transformer une autre, c'est produire sur une ferme, sur une exploitation agricole, en AB, en agriculture paysanne, en rien du tout, sur 2 ou 200 hectares, avec un tracteur, avec des salariées, ou avec 4 robots et 12 GPS, avec des phéromones, des filets, peut-être des drones bientôt.
- Pour produire sans pesticides, il faut aussi et surtout pouvoir bénéficier d'un marché qui rémunère les produits, le travail des paysan.ne.s, les investissements nécessaires à la transition et la main-d'œuvre pérenne qui viendra remplacer le tout chimique. Or les conditions de rémunération actuelle, la concurrence internationale avec des territoires, où les coûts de production sont autrement plus bas qu'ici, rendent la transition possible pour une petite partie seulement des paysans et paysannes. Quelques segments sont rémunérateurs, mais les conditions économiques austéritaires pour la population en général créeront un rapide palier à l'expansion de ceux-ci.
- Cette campagne ne doit pas oublier que gouvernement et industriels poursuivent une logique d'industrialisation de l'agriculture et qu'ils le feront même sans pesticides. Pas d'inquiétude, ces exploitations industrielles seront, elles, soutenues sans problème pour sortir des pesticides (outils d'aide

à la décision, robotique, etc). Qu'advient-il alors des autres ? Qu'advient-il alors de cette agriculture qui occupe de plus petites surfaces, fait appel à moins d'intrants, fait vivre les savoir-faire paysans, encourage l'autonomie, participe à la souveraineté alimentaire ou entretient les paysages ?

- Avec une interdiction totale et immédiate des pesticides en France, s'il n'y a pas d'aide pour que les paysan.ne.s aient un revenu et que la partie la moins aisée de la population ait accès à une alimentation de qualité, les prix des fruits et légumes locaux seront prohibitifs. Une partie de la population sera obligée de manger des résidus de pesticides contenus dans les produits d'importation qui représenteront alors la plus grande partie des fruits et légumes consommés en France. Sortir des pesticides sans accompagnement des paysan.nes, sans aide à la consommation de produits de qualité pour les plus démunis.es, sans contrôle de ce qui arrivera d'autres pays n'ayant pas les mêmes règles sociales - environnementales - fiscales, conduira à la catastrophe. Adieu la souveraineté alimentaire, les petites et moyennes fermes ne pourront survivre, l'agriculture sera industrielle et délocalisée.

Nous appelons à un projet qui généralise l'agriculture paysanne sur nos territoires, celle là même qui à terme n'utilise pas de pesticides, tout en faisant vivre des paysan.ne.s nombreux.ses. L'intérêt et l'inquiétude légitimes de la population pour ces poisons nous appelle à exiger l'interdiction des pesticides assortie d'un accompagnement de la transition vers une agriculture produisant une alimentation de qualité et locale. Nous n'aurons probablement pas d'adhésion massive car le projet est complexe mais acceptons de nous battre pour l'ensemble des paysan.nes et de la population, même à moins nombreux/ses.

Voilà pourquoi la Conf ne peut ni signer ni relayer cet appel en l'état.

Nos revendications :

Du niveau de la ferme à celui de l'agriculture dans son ensemble, la généralisation des pesticides en agriculture est indissociable de la compétition acharnée sur les prix, du libre-échange, et de la difficulté des paysans à obtenir un revenu juste et stable. Sortir des pesticides présuppose donc une transformation de la condition économique faite aux paysans, qui fait des pesticides une béquille au revenu. Dans cette perspective, la Confédération paysanne revendique :

- **La fin des accords de libre-échange**

Avec ces accords, le droit de la concurrence prime sur le droit social. Le coût du travail et la rémunération de la main-d'œuvre sont considérés comme une variable d'ajustement. Par ailleurs le poids du lobby des multinationales entraîne un affaiblissement des normes protectrices de la santé, de l'environnement et des consommateurs.ice.s. Il sera donc toujours plus difficile pour les Etats et les paysan.ne.s de s'affranchir des pesticides dans ces conditions.

- **La mise en place de mesures commerciales.**

En particulier la mise en place de prix minimum d'entrée pour les fruits et légumes importés. Ceux-ci permettront de lutter contre le dumping social sans rétablir de frontière physique, tout en laissant les marges de manœuvre aux paysanne.s et salarié.e.s des systèmes exportateurs pour améliorer leurs conditions de travail et impulser une transition agricole.

- **Une politique agricole et alimentaire commune (PAAC) qui assure un revenu aux paysan.ne.s**

Cette PAAC doit réguler les productions agricoles afin d'obtenir des prix stables et justes. Des aides spécifiques

à l'actif doivent prendre en compte l'emploi et rétribuer les fonctions sociales, sociétales et environnementales de l'agriculture paysanne. Cette PAAC doit aussi financer des mesures d'accompagnement individuel et collectif de transition vers une agriculture sans pesticides.

- **L'interdiction immédiate des produits les plus dangereux et toxiques, les cmr (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques) et les PE (perturbateurs endocriniens)**

Afin de réduire au maximum les risques sanitaires liés aux pesticides. Ces interdictions doivent être couplées à l'interdiction aux frontières de produits traités avec ces mêmes pesticides, comme cela a été fait pour le cas du diméthoate.

Le livret "[Sortir des pesticides. Soutenir les paysan.ne.s, réguler les productions, déployer les alternatives](#)" expose de manière claire le projet de sortie des pesticides de la Conf'. Nous vous invitons à le relire et le rediffuser.